



Conseil économique et social

Distr. générale
11 mai 2021
Français
Original : anglais

Session de 2021

23 juillet 2020-22 juillet 2021

Point 12 e) et g) de l'ordre du jour

**Questions de coordination, questions relatives
au programme et autres questions :**

**Pays d'Afrique sortant d'un conflit
Développement durable au Sahel**

Mise en œuvre d'un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud et à la région du Sahel par les organismes des Nations Unies

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi en application de la décision 2020/232, dans laquelle le Conseil économique et social a prié le Secrétaire général de lui présenter pour examen un rapport au titre de la question subsidiaire intitulée « Pays africains sortant d'un conflit » du point de l'ordre du jour intitulé « Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions » sur la mise en œuvre d'un appui intégré, cohérent et coordonné au Soudan du Sud par les organismes des Nations Unies. Par la suite, dans sa décision 2020/231 sur le développement durable au Sahel, le Conseil a demandé au Secrétaire général de lui rendre compte, à sa session de 2021, au titre de la question subsidiaire intitulée « Développement durable au Sahel » du point de l'ordre du jour intitulé « Questions de coordination, questions relatives au programme et autres questions », de la manière dont les organismes des Nations Unies apportent un appui intégré, cohérent et coordonné à la réalisation du développement durable dans la région du Sahel, dans la limite des ressources disponibles.

II. Soudan du Sud

A. Contexte

2. Depuis la signature de l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud en 2018, les progrès accomplis sur la voie de la paix ont été considérables : la violence liée au conflit a reculé dans tout le pays, même si



dans le même temps les violences intercommunautaires ont augmenté. Un jalon important a été atteint en mars 2020 avec la formation du Gouvernement provisoire d'union nationale revitalisé. La Présidence, composée du Président, du Premier Vice-Président et de quatre Vice-Présidents, a été constituée le 22 février 2020. La nomination des gouverneurs des dix États du pays a pris plusieurs mois avant d'être suivie par celle des vice-gouverneurs et des commissaires. Néanmoins, la mise en œuvre du processus de paix a été lente. Certaines tâches préalables à la transition restent inachevées, notamment la formation et le redéploiement d'une force unifiée. La reconstitution de l'Assemblée législative nationale provisoire et la nomination du Conseil des États se fait toujours attendre. En outre, alors que l'accord de paix prévoit que 35 % des postes soient attribués à des femmes, seul un des gouverneurs nommés jusqu'à présent est une femme.

3. En 2020, les difficultés économiques du pays ont contribué à la lenteur de la mise en œuvre de l'accord de paix. La reprise économique avait bien commencé en 2018 et s'était poursuivie en 2019. En 2020, l'économie sud-soudanaise devait initialement connaître une croissance supérieure à 10 %. Toutefois, selon les dernières prévisions pour l'année, l'économie devrait se contracter de 4 ou 5 %. Le pays étant fortement tributaire des ressources naturelles (le pétrole représente près de 95 % de ses exportations), la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19), avec son cortège de confinements, a provoqué un fort ralentissement de l'économie. Qui plus est, le faible prix du pétrole lié à l'effondrement de la demande mondiale de pétrole a entraîné une forte baisse des exportations et des recettes nationales. Cette situation a conduit le Gouvernement à recourir à la monétisation, ce qui s'est traduit par une nette dépréciation de la livre sud-soudanaise, dont le cours sur le marché parallèle est passé d'environ 280 livres pour 1 dollar en mars 2020 à environ 600 livres pour 1 dollar en décembre 2020. La Banque du Soudan du Sud n'ayant pas modifié son taux de change indicatif, l'écart croissant entre le taux indicatif et le taux du marché parallèle a mis sous pression les réserves du pays. En août 2020, la Banque centrale avait épuisé ses réserves de change. En avril 2021, la situation macroéconomique restait difficile. Ainsi, on estime que les fonctionnaires n'ont pas été payés depuis cinq mois. L'enveloppe budgétaire proposée pour 2020/2021 affichait un déficit budgétaire de plus de 50 % du budget de 1,3 milliard de dollars, sans indication claire sur ses modalités de financement. Par ailleurs, le budget national pour 2020/2021 n'a pas encore été approuvé.

4. Les découverts de l'État auprès de la Banque centrale ont également stimulé l'inflation. Rien qu'en décembre 2020, les prix ont augmenté de 58 %. L'inflation a contribué à faire basculer environ 1,6 million de personnes dans une situation de vulnérabilité, en particulier les pauvres des villes, dont les revenus sont en monnaie locale mais qui doivent faire face à des prix indexés sur le dollar américain. Accentuée par les difficultés économiques, la concurrence pour les ressources pourrait avoir favorisé la recrudescence de la violence au niveau infranational, en particulier sous la forme de dépouillement de biens et de razzias de bétail. L'agriculture au Soudan du Sud est un mélange d'agriculteurs et de pasteurs. Alors que la culture de la terre, surtout dans les régions reculées du pays, est essentiellement une activité de subsistance, l'élevage de bétail constitue la base du commerce et la principale source de richesse au sein des communautés et entre communautés. Les relations difficiles entre agriculteurs et éleveurs sont souvent à l'origine de graves tensions, qui avec le temps ont débouché sur la mise en place de systèmes coutumiers de gestion des conflits bien établis et complexes dans la plupart des régions du pays. Toutefois, ces systèmes ont été considérablement affaiblis par les décennies de conflit armé, de déplacements et de problèmes économiques.

5. Malgré la fertilité de son sol, le Soudan du Sud est un grand importateur de denrées alimentaires. Le pays n'est guère intégré dans l'économie mondiale. En

raison de décennies de conflit, les infrastructures sont peu développées. Les routes sont de mauvaise qualité, ce qui limite l'accès aux marchés. L'accès à l'électricité est également limité et peu fiable. En avril 2021, la société de distribution d'électricité de Djouba et l'entreprise Ezra Company ont commencé à procéder à des délestages.

6. Du fait de la faiblesse des infrastructures et de l'enclavement du pays, le commerce est plus coûteux que dans d'autres pays, car les réseaux routiers sont sous-développés et par ailleurs souvent peu sûrs et en proie aux embuscades armées. En avril 2021, on a assisté à une recrudescence des attaques dirigées contre des chauffeurs de camions étrangers originaires d'Ouganda et du Kenya.

7. La conjonction d'une insuffisante intégration commerciale et d'un faible développement agricole a pesé sur l'économie. La situation a été encore aggravée par les chocs naturels. Vers la fin de 2020, le pays a été frappé par les pires inondations depuis 60 ans. Quelque 1,4 million de personnes ont été touchées. Or, le plan de réponse humanitaire du pays pour 2020 n'a été financé qu'à environ 58 %. En conséquence, en avril 2021, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé une réduction des rations alimentaires destinées à quelque 700 000 réfugiés et déplacés, qui reçoivent désormais 50 % d'une ration complète contre 70 % auparavant.

8. Depuis le second semestre de 2020, le Gouvernement accélère la mise en œuvre des réformes économiques visant à améliorer la gestion des finances publiques. C'est ainsi notamment qu'a été nommée la nouvelle direction de l'administration fiscale nationale, qui a renforcé la mobilisation des recettes non pétrolières, et qu'ont été promues les exportations non pétrolières comme l'or et la gomme arabique dans une optique de diversification économique. Un prêt de 52,3 millions de dollars au titre de la Facilité de crédit rapide du Fonds monétaire international (FMI) a été décaissé en novembre 2020, ce qui a permis à la Banque centrale de reprendre les ventes aux enchères de dollars des États-Unis, même si le large écart entre le taux de change indicatif et le taux de change parallèle a réduit l'efficacité du prêt. Fin mars 2021, le FMI a approuvé un second prêt de 174,2 millions de dollars au titre de la Facilité de crédit rapide pour aider le pays à faire face aux tensions sur la balance des paiements induites par la COVID-19. En conséquence, les autorités du pays se sont mises d'accord sur les politiques et réformes macroéconomiques dans le cadre d'un programme de référence du FMI sur neuf mois et ont notamment pris la décision clef de réformer le marché des changes et d'unifier progressivement le taux indicatif et le taux du marché parallèle.

9. En 2020, le Soudan du Sud était considéré comme le pays d'Afrique où le risque de propagation de la COVID-19 était le plus élevé¹. Les prévisions de mortalité oscillaient de 408 à 26 740 sur un an. Ce classement tenait à un faisceau de facteurs. D'une part, une forte proportion de la population du Soudan du Sud souffre de malnutrition sévère, avec les complications médicales qui en découlent. D'autre part, le pays est doté d'un système de santé fragile, limité et manquant de moyens et ne dispose pratiquement d'aucune structure de soins palliatifs. Il compte en outre un grand nombre de déplacés qui vivent dans des abris limités ou exigus. Un an après le début de la pandémie, moins de 150 personnes seraient décédées du virus, malgré une hausse des décès au cours du premier trimestre 2021. Essentiellement indirects dans les sphères économique et sociale, les effets de la pandémie n'en sont pas moins très graves et généralisés. Les enfants et les jeunes ont également beaucoup souffert, se retrouvant privés d'éducation en raison de l'absence de systèmes de télécommunications fiables et de ressources permettant d'accéder aux plateformes

¹ Africa Center for Strategic Studies, 2020. Consultable à l'adresse : <https://africacenter.org/spotlight/mapping-risk-factors-spread-covid-19-africa/>.

éducatives. En conséquence, l'offre d'éducation a été gravement entravée dans un pays où le taux d'alphabétisation est le plus faible du monde.

10. Les besoins humanitaires étaient considérables en 2020 et le restent en 2021. Selon l'aperçu de la situation humanitaire en 2021, quelque 8,3 millions de personnes auraient besoin d'une assistance, soit une augmentation de 800 000 personnes par rapport à l'année précédente. Cette situation tenait principalement aux facteurs suivants : le risque élevé d'insécurité alimentaire, le effets de la COVID-19, la persistance de la mauvaise conjoncture macroéconomique et l'incidence des inondations sur les moyens de subsistance. D'après la dernière analyse au titre du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire effectuée en décembre 2020, 7,24 millions de personnes, soit 60 % de la population, risquaient de se retrouver dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë sévère entre décembre 2020 et juillet 2021. Pendant la même période, 31 000 personnes allaient être en situation d'insécurité alimentaire aiguë « catastrophique » (phase 5 du Cadre intégré) et environ 1,79 million de personnes risquaient de se retrouver dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë correspondant à la phase d'urgence (phase 4 du Cadre intégré). De plus, selon les prévisions, quelque 1,4 million d'enfants de moins de 5 ans risquaient de souffrir de malnutrition aiguë et auraient besoin d'un traitement, soit le nombre de cas de malnutrition aiguë le plus élevé depuis le début de la crise en décembre 2013. En outre, quelque 483 382 femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aiguë ont besoin d'un traitement.

11. Les besoins humanitaires sont souvent liés au caractère mouvant des mouvements de population, notamment les déplacements nouveaux et secondaires liés aux conflits localisés et infranationaux et aux inondations, qui ont frappé plus de 800 000 personnes pendant deux années consécutives (2019 et 2020), les femmes et les enfants étant les plus touchés. Environ 1,1 million de déplacés seraient retournés spontanément chez eux en 2016² et quelque 360 000 réfugiés sont rentrés au Soudan du Sud depuis les pays voisins depuis 2017³.

B. Appui des Nations Unies au Soudan du Sud

12. S'il est vrai que des possibilités de renforcer l'appui des Nations Unies au Soudan du Sud se sont manifestées, il reste que de grandes difficultés subsistent. D'un côté, les progrès accomplis sur le plan du processus de paix ainsi que le renforcement de la stabilité et l'amélioration de l'accès en de nombreux lieux où les États comptent désormais un gouverneur en poste ont permis l'instauration de conditions propices à la fourniture d'une aide plus efficace au relèvement et à la résilience. Mais d'un autre côté, le processus de paix progresse lentement, tandis que la crise humanitaire a été aggravée par les inondations, les invasions de criquets, la pandémie de COVID-19 et les restrictions de déplacement imposées pour la contenir. Certaines activités ont dû être reportées face aux difficultés rencontrées pour les réaliser. Ainsi, l'enquête démographique n'a pu être lancée qu'en avril 2021. Malgré ces défis de taille, l'équipe de pays des Nations Unies a réagi avec rapidité et souplesse, comme le montre son plan de lutte socio-économique contre la COVID-19. Par exemple, les fonds destinés aux activités qui n'ont pas pu être menées en raison des restrictions imposées par la COVID-19 ont été réorientés au profit d'activités telles que la fabrication de masques et de savons et la diffusion à la radio de programmes éducatifs destinés aux enfants pour assurer la continuité pédagogique en période de confinement.

² Source : Organisation internationale pour les migrations.

³ Source : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

13. Les organismes des Nations Unies ont favorisé le renforcement du dialogue avec les partenaires nationaux pendant la période considérée afin de veiller à ce que l'appui international pendant la période de transition soit ancré dans l'appropriation nationale aux niveaux tant national que local. Ainsi, le dialogue entre les entités des Nations Unies et le Gouvernement sud-soudanais s'est très nettement amélioré par rapport aux années antérieures. Ainsi, en juillet 2020, des consultations entre l'Organisation et le Gouvernement ont été organisées pour examiner les résultats de 2019 et le rapport financier de l'équipe de pays des Nations Unies et pour s'entretenir du type de soutien que l'équipe de pays fournirait durant le reste de l'année 2020 et en 2021. Ces consultations ont témoigné de la volonté de l'équipe de pays des Nations Unies, du Gouvernement et de la communauté des donateurs dans son ensemble à mener un dialogue ciblé et constructif dans le contexte du plan-cadre de coopération des Nations Unies 2019-2021, qui a été signé en 2018 et lancé en 2019. En octobre 2020, le Gouvernement a organisé une réunion de haut niveau similaire avec les partenaires de développement : donateurs bilatéraux, institutions financières internationales, organismes, fonds et programmes des Nations Unies, hauts responsables gouvernementaux. Les discussions ont permis de relancer les groupes de travail sectoriels qui favorisent la coordination de l'aide ainsi que la collaboration avec les autres partenaires de développement. C'est ainsi que des institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, participent activement aux activités de l'équipe de pays des Nations Unies au Soudan du Sud et contribuent substantiellement à financer l'exécution des programmes par les organismes, fonds et programmes des Nations Unies dans une logique de partenariat. La Banque mondiale finance actuellement un projet de 40 millions de dollars mis en œuvre par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets et le Gouvernement sud-soudanais sur les filets de protection sociale. De son côté, la Banque africaine de développement a alloué plus de 14 millions de dollars à la sécurité alimentaire par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

14. L'actuel plan-cadre de coopération des Nations Unies repose sur une logique de mise en œuvre locale du Programme 2030 et coïncide avec la période de transition de trois ans prévue par l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud. Il oriente le travail mené par l'équipe de pays pour appuyer les priorités de développement nationales et l'aspiration à atteindre les objectifs de développement durable, selon les quatre domaines prioritaires suivants : a) la consolidation de la paix et le renforcement de la gouvernance ; b) l'amélioration de la sécurité alimentaire et le relèvement des économies locales ; c) le renforcement des services sociaux ; d) l'autonomisation des femmes et des jeunes. Ces quatre piliers se déclinent ensuite en neuf programmes phares : a) la violence fondée sur le genre ; b) les services de santé essentiels ; c) l'éducation des enfants et des jeunes, avec un accent mis sur les populations pastorales ; d) la sécurité alimentaire et nutritionnelle ; e) la gouvernance et l'accès à la justice ; f) le redressement économique local ; g) le retour des familles déplacées ; h) la préparation du recensement national ; i) l'autonomisation des femmes.

15. Le plan-cadre a produit des résultats notables. En 2018, au titre du précédent plan-cadre de coopération intérimaire, les organismes, fonds et programmes des Nations Unies ont mobilisé et débloqué 172 millions de dollars. En 2019, le montant s'est élevé à 213 millions de dollars, soit 41 millions de plus que l'année précédente. En 2020, l'équipe de pays a mobilisé environ 203 millions de dollars au titre du financement du développement. Les deux dernières années représentent une nette augmentation de 23,8 % et 18 % par rapport aux résultats obtenus en 2018 au titre du plan-cadre de coopération intérimaire. Les résultats de 2020 ont été obtenus malgré une série d'obstacles : inondations, pandémie de COVID-19, invasion de criquets.

Les restrictions liées à la COVID-19 ont particulièrement pesé sur l'organisation de manifestations réunissant de nombreux participants, ce qui a entravé de manière disproportionnée les activités visant à autonomiser les femmes et les jeunes ainsi que les activités axées sur la consolidation de la paix et la gouvernance.

16. À la suite de consultations approfondies, l'équipe de pays a décidé fin 2020 de prolonger d'un an, jusqu'en 2022, le plan-cadre de coopération afin de le faire correspondre à la révision de la stratégie nationale de développement. Cette prolongation suppose également de revoir le programme phare actuel axé sur le redressement et la résilience afin d'en maintenir la bonne adéquation et de concevoir cinq nouveaux programmes phares devant se poursuivre jusqu'à la fin de 2022, à savoir : a) la programmation locale du retour des déplacés et le renforcement de la gouvernance locale ; b) la réduction des risques de catastrophe (inondations) ; c) la stratégie nationale de développement ; d) le soutien à la consolidation de la paix et à la transition démocratique ; e) la violence fondée sur le genre. Un travail est actuellement fait pour mobiliser les ressources financières destinés à assurer la mise en œuvre de ces programmes conjoints et notamment pour avoir de nouveau accès au Fonds pour la consolidation de la paix. L'équipe de pays des Nations Unies a également entamé les activités liées à la planification du nouveau plan-cadre de coopération qui devrait débiter en janvier 2023.

17. L'action des organismes des Nations Unies au Soudan du Sud s'articule autour d'une approche axée sur les interactions entre la paix, l'action humanitaire et le développement afin d'assurer la cohérence entre ces activités. Cette approche s'est traduite par un renforcement du dialogue au niveau local afin de favoriser le soutien au relèvement et à la résilience dans les régions où la stabilité est suffisante pour permettre la convocation inclusive des parties prenantes locales qui sont désireuses et en mesure de collaborer afin d'accomplir des progrès. Ces dialogues bénéficient de l'appui de l'Organisation des Nations Unies et d'autres acteurs internationaux, qui aident à organiser des réunions et des conférences locales et soutiennent les actions de suivi. En outre, le fonds d'affectation spéciale pour la réconciliation, la stabilisation et la résilience du Soudan du Sud est resté un mécanisme de coordination solide et transparent pour soutenir le programme de partenariat et de résilience. Le budget du fonds est passé de 11 729 287 dollars en 2019 à 13 093 054 dollars en 2020. Il est important de noter que l'équipe de pays des Nations Unies a réalisé, en étroite collaboration avec les parties prenantes et la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), une analyse de la paix et des conflits et recensé divers leviers et possibilités de collaboration et de programmation conjointe entre les parties prenantes.

18. L'appui commun apporté par un large éventail d'organisations non gouvernementales, les donateurs et les organismes des Nations Unies, dans le cadre du Partenariat pour le relèvement et la résilience, vise à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience au niveau local. Ces engagements ont pris une ampleur considérable en 2019 et gardent toute leur actualité, malgré les restrictions de mouvement liées à la COVID-19 en 2020. Les donateurs et les entités du système des Nations Unies pour le développement travaillent actuellement à l'harmonisation de leurs programmes avec les principes et les objectifs du partenariat pour les dialogues locaux. Cette activité dénote une approche plus intégrée pour favoriser des solutions durables dans les domaines de l'action humanitaire, de la paix et du développement et promouvoir l'autonomie de la population. Des activités de renforcement de la résilience, prenant la forme de programmes communs fondés sur des priorités et des plans d'action décidés sur le plan local, sont menées en plusieurs lieux. Un soutien coordonné en faveur de moyens de subsistance et de la prestation de services au niveau local contribue à rendre la population moins dépendante de l'aide humanitaire.

19. En 2020, les organisations humanitaires ont fourni une aide et des services de protection à plus de 7,3 millions de personnes. Ce chiffre représente 97 % de l'objectif révisé dans le plan de réponse humanitaire pour 2020 (7,6 millions de personnes), les bénéficiaires des interventions relatives à la COVID-19 étant compris dans ce nombre. Au 31 décembre 2020, sur les 1,9 milliard de dollars envisagés dans le plan, 1,1 milliard avaient été obtenus. Cet important déficit de financement a pénalisé les activités prévues, notamment dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, de l'hygiène et de la sécurité alimentaire.

C. Perspectives

20. L'avenir du Soudan du Sud dépend de la réussite de la transition et notamment de la tenue d'élections démocratiques à la fin de la période de transition. Pour parvenir à cet objectif, il faut accomplir des progrès dans trois grands domaines : la politique et la gouvernance ; le désarmement, la démobilisation et la réintégration des ex-combattants et la réforme du secteur de la sécurité ; l'amélioration de la situation humanitaire et de la situation des droits humains. L'accord de paix de 2018 permettra d'atteindre certains objectifs clefs dans le plus jeune État du monde, notamment en ce qui concerne la transparence et la responsabilité du système des finances publiques, la représentation des femmes à hauteur de 35 %, le désarmement des ex-combattants et la mise en place d'une commission vérité et réconciliation.

21. L'examen de la stratégie nationale de développement, prévu par l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit au Soudan du Sud, suit son cours et devrait se terminer en juin 2021. Cette étape est importante pour assurer une planification cohérente et coordonnée du développement et pour définir des priorités nationales communes. Quoique relancés en 2020, les groupes de travail sectoriels restent faibles sur le plan opérationnel. Les partenaires de développement internationaux pourraient appuyer l'examen en engageant un dialogue constructif et en tirant parti de la dynamique créée par le processus de paix.

22. La dimension économique sera également très importante. La stabilisation de la situation macroéconomique et budgétaire, notamment l'atténuation des pressions sur le change et des tensions inflationnistes, serait extrêmement bénéfique pour les ménages et les fonctionnaires dont les traitements sont en souffrance (les arriérés devraient être réglés grâce au deuxième prêt du FMI). Les réformes économiques en cours, notamment le travail mené par l'administration fiscale nationale, sont prometteuses et doivent être pleinement mises en œuvre – en particulier celles qui touchent à la transparence et à la responsabilité. La réforme du marché des changes, en particulier, peut accroître l'incidence de l'action des partenaires de développement, y compris celle des organismes des Nations Unies, accroître l'efficacité du secteur public et attirer les investissements directs étrangers. Aux côtés des réformes, la diversification économique est essentielle et les efforts pour la promouvoir doivent se poursuivre, non seulement parce que les prix du pétrole sont imprévisibles, à moyen comme à long terme, mais également parce qu'une dépendance excessive à l'égard du pétrole rend les économies vulnérables. Le Soudan du Sud tente d'améliorer l'environnement financier général en réformant la gestion des finances publiques et l'économie.

23. L'amélioration de la possibilité pour les ménages de bénéficier de services de protection sociale essentiels, tels qu'une meilleure éducation et de meilleurs soins de santé, devrait contribuer à réduire la violence, à favoriser l'inclusion des groupes vulnérables tels que les jeunes ayant de maigres perspectives d'emploi, et à limiter les effets négatifs sur d'autres, comme les filles, les femmes ou les personnes en situation de handicap. La protection des groupes vulnérables est cruciale. La

pandémie de COVID-19 a montré combien il importait de disposer de services sociaux de base. En outre, si une campagne de vaccination massive est essentielle pour atteindre l'immunité collective et ainsi permettre la reprise économique, alors l'incidence de la COVID-19 au Soudan du Sud pourrait durer beaucoup plus longtemps que dans d'autres pays. Avec une population d'environ 12 millions d'habitants, le Soudan du Sud n'a reçu son premier lot (132 000 doses) du Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins contre la COVID-19 que le 25 mars 2021. Les vaccinations ont débuté avec le personnel soignant de première ligne le 6 avril.

24. Le relèvement et la résilience restent un pilier fondamental de l'action des organismes des Nations Unies. Même s'il est difficile de prévoir les effets des changements climatiques, le Soudan du Sud fait partie des pays les plus exposés selon l'indice de vulnérabilité climatique 2017. Les catastrophes naturelles et notamment les inondations sont fréquentes et entraînent souvent de graves pénuries alimentaires. On estime que 1,7 million de femmes et d'enfants souffrent de malnutrition aiguë. Aussi est-il urgent de lancer une nouvelle initiative phare sur la réduction des risques de catastrophe liés aux inondations.

25. L'équipe de pays des Nations Unies prend des mesures concrètes pour renforcer l'appui au développement, notamment par la prolongation de son plan-cadre de coopération pour mieux l'aligner sur les processus nationaux, la poursuite du dialogue avec les homologues nationaux, l'élaboration de nouvelles initiatives susceptibles d'être transposées à plus grande échelle, l'enquête démographique, le Partenariat pour le relèvement et la résilience et les efforts visant à mobiliser des ressources supplémentaires auprès du Fonds pour la consolidation de la paix. Elle continuera à coordonner les interventions, à éviter les doubles emplois et à assurer la bonne collaboration autour des initiatives de consolidation de la paix et de gouvernance avec la MINUSS. Elle continuera à entretenir des liens efficaces avec d'autres partenaires de développement, notamment la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et les donateurs bilatéraux, en tirant parti des nouveaux moyens et des nouveaux outils qui sont désormais en place dans le cadre du repositionnement du système des Nations Unies pour le développement.

26. Enfin, la réduction de la violence sous toutes ses formes, dont la violence sexuelle et la violence fondée sur le genre, est une autre condition indispensable à toute avancée au Soudan du Sud. Ainsi, les initiatives qui visent à prévenir l'exploitation et les atteintes sexuelles et à lutter contre de tels faits, telles que les campagnes de sensibilisation du public et les juridictions spécialisées dans les affaires de violence fondée sur le genre, sont les bienvenues et doivent être davantage encouragées.

27. La prévention de la violence peut avoir des retombées très positives, en minimisant le risque élevé de conflit foncier et immobilier lorsque les déplacés et les réfugiés reviennent chez eux après une longue absence et découvrent que leurs terres ou leurs biens sont occupés. Les rapatriés, qu'ils aient été déplacés à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, continueront à faire face à des besoins croissants dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, les services sociaux, le logement ou le foncier, et auront besoin d'un soutien.

III. Région du Sahel

A. Contexte

Développement durable

28. Depuis mon précédent rapport au Conseil économique et social ([E/2020/65](#)) en juillet 2020, un coordonnateur spécial a été nommé pour diriger l'action collective

des organismes des Nations Unies en vue de mettre en œuvre la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et le plan d'appui des Nations Unies pour le Sahel afin d'intensifier la réponse des Nations Unies en matière de développement pour le Sahel, en tirant parti de tous les atouts des Nations Unies dans la région, en soutenant les efforts menés par le Groupe de cinq pays du Sahel, l'Alliance pour le Sahel, la plateforme ministérielle de coordination pour le Sahel, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine, de l'Union européenne, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.

29. Le développement du Sahel était au mieux poussif avant la pandémie de COVID-19, qui continue à exercer une pression sur les économies de la région, exacerbant les vulnérabilités préexistantes et risquant de réduire à néant les avancées obtenues dans la réalisation des objectifs de développement durable au cours des vingt dernières années. La plupart des pays de la région connaissent leur première récession depuis 25 ans. Selon la Banque africaine de développement (mars 2021), alors que la région avait enregistré une croissance de 4,8 % en 2019, son produit intérieur brut (PIB) moyen aurait diminué de 0,85 % et son PIB pondéré se situerait à -1,06 % en 2020. La croissance économique varie d'un pays à l'autre. Seuls la Guinée (+5,2 %) et le Niger (+1,2 %) ont enregistré un taux positif en 2020. La pandémie a profondément ébranlé la Mauritanie (-3,6 %), le Nigéria (-3,0 %), le Cameroun (-2,4 %) et la Gambie (-2,4 %). Les économies sahéliennes devraient se redresser pour atteindre un taux de croissance de 4,4 % en 2021 et de 5,1 % en 2022.

30. La croissance inclusive dans la région du Sahel continue d'être mise à mal par le chômage et le sous-emploi persistant, en particulier chez les jeunes. Près de 43 % des Sahéliens vivent avec moins de 1,90 dollar⁴ par jour. En moyenne, l'économie informelle représentait en 2020 environ 50 % de la production nationale, plus de 80 % de l'emploi et 90 % des nouveaux emplois⁵. Cette situation se traduit par une faible productivité et une vulnérabilité aux chocs, qui perpétuent collectivement les inégalités de revenus et la pauvreté.

31. Compte tenu de la taille du secteur informel, les confinements et les couvre-feux généralisés dans tout le Sahel – mesures certes indispensables pour contenir la pandémie de COVID-19 – ont bouleversé les moyens de subsistance, les mouvements pastoraux traditionnels et l'accès à la nourriture, mettant encore plus à l'épreuve les populations sahéliennes. La part de la population susceptible de basculer dans la pauvreté variera selon les pays, mais il est difficile d'estimer les chiffres réels avec certitude en raison du manque de données et du caractère mouvant de la propagation de la pandémie.

32. Le Sahel, l'un des points chauds climatiques du monde, a continué à subir des températures extrêmes, des précipitations fluctuantes et des sécheresses, autant de facteurs qui dégradent les terres, modifient les modes de pâturage, réduisent l'approvisionnement en eau des animaux et menacent les moyens de subsistance d'une population dont la majorité dépend de l'agriculture pour survivre. Pour répondre aux préoccupations climatiques a notamment été lancée l'initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel, dont l'objectif est de faire pousser 8 000 km de verdure et qui a reçu au moins 14 326 milliards de dollars de promesses de financement lors du One Planet Summit en janvier 2021. Ce financement permettra

⁴ Groupe de la Banque africaine de développement, *Perspectives économiques en Afrique de l'Ouest 2020, Faire face à la pandémie du COVID-19* (Abidjan, 2020), p. 24. Consultable à l'adresse : www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-de-louest-2020-faire-face-la-pandemie-du-covid-19.

⁵ Ibid.

d'accélérer les efforts visant à restaurer les terres dégradées et à préserver la diversité biologique ainsi qu'à créer des emplois verts et à renforcer la résilience.

33. Le taux de scolarisation s'est amélioré au cours des vingt dernières années. Toutefois, le nombre moyen d'années de scolarité reste faible et varie fortement d'un pays à l'autre⁶. Seule la Gambie a un taux de scolarisation dans le primaire d'au moins 90 %. Au Mali, la COVID-19 a entraîné un recul des avancées en matière d'éducation, avec près de 4 millions d'enfants non scolarisés contre 1 343 000 en 2018⁷.

34. Avec ses partenaires, l'Organisation des Nations Unies soutient les efforts visant à mettre fin d'ici à 2030 à toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris les mariages précoces et forcés, le harcèlement sexuel et les pratiques traditionnelles préjudiciables, qui sont autant d'obstacles au développement durable, à la paix et à la prospérité. La violence fondée sur le genre empêche les femmes et les filles de participer pleinement à la vie sociale, coûte des millions en dépenses de santé et a des répercussions à long terme. Au Mali, au Niger et au Nigéria, l'Organisation a mené un intense travail de communication autour de la violence fondée sur le genre dans le cadre de l'Initiative Spotlight. Au Niger, 26 265 jeunes femmes et filles et jeunes hommes et garçons ont participé à des programmes scolaires et extrascolaires visant à promouvoir des normes, des attitudes et des comportements respectueux de l'équité des genres et l'exercice des droits et notamment des droits en matière de reproduction. Au Niger, 596 325 personnes ont été sensibilisées aux causes et aux conséquences de la violence fondée sur le genre et été formées à soutenir la prévention de la violence, dont 288 adolescentes qui sont en mesure d'animer des ateliers de proximité et de partager leurs connaissances avec leurs pairs. L'Initiative a permis d'équiper 22 centres de soins obstétricaux d'urgence néonatale de base de trousseaux médico-légaux pour les cas de viol, ce qui a permis de soigner 1 102 rescapées, et 22 centres d'aide juridique ont été créés dans 300 villages. En 2020, l'Initiative Spotlight au Niger a permis la prise en charge globale de 6 531 personnes rescapées de violences fondées sur le genre. Au Mali, 139 327 personnes ont été sensibilisées à la prévention de la violence fondée sur le genre. Au total, 350 personnes rescapées de la violence fondée sur le genre ont bénéficié d'une réintégration socio-économique. L'abandon des mutilations génitales féminines et autres pratiques traditionnelles préjudiciables est en cours dans 279 communautés et a déjà eu lieu dans 31 d'entre elles. Au Nigéria, quatre nouvelles lois et politiques ont été élaborées avec le concours de groupes de défense des droits des femmes. Au total, 64 873 filles et garçons ont bénéficié de programmes scolaires sur la prévention de la violence fondée sur le genre. Quelque 75 268 personnes supplémentaires ont été touchées grâce à des programmes extrascolaires. Plus de 2 millions (2 157 895) de personnes ont été touchées par des campagnes multimédias sur la violence sexiste. Au total, 10 911 femmes et filles rescapées de violences fondées sur le genre ont eu accès à des soins urgents et à des soins à long terme. Les capacités de 673 groupes de défense des droits des femmes ont été renforcées pour leur permettre d'élaborer, mettre en œuvre, suivre et évaluer leurs propres programmes. Au Sénégal et au Cameroun, les équipes de pays des Nations Unies ont créé des bureaux spécialisés dans les questions de genre et la protection de l'enfance au sein des services de police et renforcé la capacité de respectivement 70 et 250 membres du personnel de sécurité à prendre en charge les victimes de violence et à assurer la protection des civils.

35. Conformément à la Stratégie technique mondiale contre le paludisme 2016-2030 de l'Organisation mondiale de la Santé et aux objectifs de développement durable (cible 3.3), le Bureau régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la Santé

⁶ Ibid.

⁷ Banque mondiale, Enfants n'allant pas à l'école primaire – Mali. Consultable à l'adresse : <https://data.worldbank.org/indicator/SE.PRM.UNER?locations=ML>.

a bénéficié de fonds (provenant de Monaco) destinés à apporter un appui technique à sept pays du Sahel (Burkina Faso, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) afin de réduire la charge du paludisme et d'éliminer la maladie. Entre 2019 et 2020, le Bureau régional a soutenu des programmes visant à adopter, adapter et appliquer des directives normatives, à renforcer les capacités des ressources humaines, à améliorer la planification stratégique, la gestion des données et le Mécanisme de coordination sous-régionale pour l'Afrique de l'Ouest, par l'intermédiaire duquel le système des Nations Unies apporte son appui à l'Union africaine et à son programme NEPAD.

36. Les organismes des Nations Unies ont soutenu la création du secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine à Accra (Ghana), qui devrait créer des emplois et améliorer les moyens de subsistance. L'augmentation de la demande de biens découlant de l'élargissement du marché attirera les investissements et créera des emplois pour tous. La Zone de libre-échange continentale africaine devrait améliorer les conditions de nombreuses femmes et de nombreux jeunes de la région, étant donné que ceux-ci représentent une part importante des commerçants du secteur informel.

Situation en matière de sécurité

37. En 2020, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) a continué, en collaboration avec des partenaires régionaux et internationaux, à accompagner les efforts déployés aux niveaux national et régional pour pérenniser la paix, notamment en préconisant et en appuyant des démarches inclusives dans le cadre des dialogues nationaux et des processus électoraux (ces derniers avec les équipes de pays des Nations Unies au Burkina Faso, en Guinée, au Mali et au Niger), en promouvant les droits humains et en soutenant les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Le Bureau travaille également à convaincre les acteurs de la sous-région de donner suite à l'appel du Secrétaire général en faveur d'un cessez-le-feu mondial pendant la pandémie. Le Bureau et l'équipe de pays des Nations Unies au Tchad, conjointement avec les équipes de pays des Nations Unies dans les pays concernés, ont mis en œuvre plusieurs initiatives transfrontalières et régionales de consolidation de la paix avec le Cameroun, le Gabon, le Niger et la République centrafricaine, pour faire face aux menaces que font peser sur la sécurité les conflits intercommunautaires et la criminalité organisée transfrontalière.

Situation humanitaire

38. Les problèmes de déplacement et de protection dans le centre du Sahel demeurent parmi les plus fulgurants du monde en 2020, comme en témoigne le nombre de personnes déplacées de force (au Burkina Faso, au Mali et au Niger), qui est passé de 70 000 en 2018 à 2 millions fin 2020. L'insécurité persistante dans toute la ceinture sahélienne, en particulier au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Nigéria et au Tchad, a entraîné une forte augmentation du nombre de déplacés, qui s'élevait à 3 530 175 en septembre 2020⁸. Les conflits armés, le terrorisme et les troubles civils ont continué à provoquer des déplacements forcés. En outre, l'environnement est resté très difficile pour les travailleurs humanitaires, car les groupes armés non étatiques ont intensifié leurs activités dans toute la sous-région, rendant dangereuses des zones auparavant accessibles.

39. Alors que les organismes humanitaires ont rapidement redoublé d'efforts pour répondre aux besoins dans tout le Sahel, leurs moyens ont été gravement entravés par le manque de financement. L'année 2020 a été marquée par les répercussions de la

⁸ Source : <https://data2.unhcr.org/en/situations/sahelcrisis>.

pandémie et la montée en flèche des besoins pendant la période de soudure, mais le financement moyen des six plans de réponse nationaux (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Niger, Nigéria et Tchad) s'est élevé à 18 %. Alors que les budgets consacrés à la sécurité dans la région augmentaient notablement, le financement de l'aide humanitaire et les investissements dans le développement étaient à la traîne.

40. L'insécurité alimentaire devrait atteindre des sommets sans précédent en 2020. Ainsi, 13 millions de personnes devraient connaître une grave pénurie alimentaire et se retrouver exposées à d'autres catastrophes. Pour la deuxième année consécutive, la région a dû se préparer à une crise alimentaire et nutritionnelle majeure en 2021. Quelque 16,7 millions de personnes, dont 9,2 millions de personnes dans le nord du Nigéria, ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate. Environ 1 million de personnes se trouvent dans une situation d'urgence (octobre-décembre 2020). Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë pourrait atteindre 23,6 millions pendant la prochaine période de soudure (juin-août 2021), ce qui serait un nouveau record. La malnutrition dans les zones touchées par un conflit risquait de se détériorer rapidement, et 1,6 million d'enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition aiguë sévère. En 2020⁹, 24 millions de personnes ont eu besoin d'une aide et d'une protection humanitaires, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré dans la région. L'insécurité et les attaques ont également gravement perturbé la fourniture des services sociaux de base, compromettant l'avenir de milliers d'enfants et privant les personnes et les populations touchées par la violence de services et de moyens de subsistance essentiels. En 2020, l'Organisation des Nations Unies a fourni une assistance alimentaire à 2,7 millions de personnes au Niger, dont 1 million de personnes dans le cadre du volet « urgence » et 1,7 million de personnes dans le cadre du volet « résilience ». Des transferts en espèces ont été effectués au profit de 580 000 personnes dans toutes les régions du pays en dehors de la capitale.

41. L'avenir de millions de personnes, dont quatre sur cinq ont moins de 35 ans, est en jeu en raison du manque d'accès aux services sociaux et de l'insécurité alimentaire. Seuls des investissements coordonnés dans des solutions multidimensionnelles peuvent inverser les tendances à la détérioration, arracher les personnes les plus vulnérables du Sahel aux crises récurrentes, et créer des conditions stables permettant aux populations et aux familles de prospérer. Si la réponse à la situation d'urgence qui en résulte est une priorité absolue, l'insécurité complique de plus en plus la fourniture de l'aide.

B. Appui des Nations Unies au Sahel

42. Dans le cadre général de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et de son plan d'appui, les organismes des Nations Unies ont considérablement accru leurs efforts pour soutenir les plans mis en œuvre par les gouvernements pour faire face à la COVID-19 et favoriser le redressement. Grâce aux plans de lutte socio-économique contre la COVID-19, l'Organisation répond aux besoins immédiats et aux questions de développement socio-économique à long terme, dans le respect des priorités nationales. Selon les équipes de pays des Nations Unies, les déficits de financement se monteraient à environ 41,5 %, les ressources financières nécessaires pour faire face à la COVID-19 s'élevant à 2,5 milliards de dollars pour la région. Le 7 janvier 2021, le Secrétaire général a nommé le Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel qui doit diriger l'action collective en mettant l'accent sur le Programme 2030 et les causes profondes de l'instabilité en vue de mettre en œuvre la stratégie intégrée et son plan d'appui afin de renforcer la réponse des Nations Unies

⁹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, *Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2021* (Genève, 2020). Consultable à l'adresse : www.unocha.org/global-humanitarian-overview-2021.

en matière de développement dans la région en tirant parti de tous les atouts de l'Organisation dans la région.

Sécurité

43. L'Organisation des Nations Unies a aidé les pays à empêcher les groupes terroristes non étatiques d'acheter et de vendre des armes, qui sont souvent financées par le trafic illicite d'objets culturels au Sahel. Plus de 105 douaniers du Burkina Faso, du Mali, de la Mauritanie et du Niger ont été formés à la surveillance et à la détection de la contrebande d'objets culturels grâce à une coopération avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) et l'Organisation mondiale des douanes. Au Sénégal, l'équipe de pays des Nations Unies a construit un poste de police et de douane à la frontière avec la Mauritanie pour aider à renforcer la sécurité dans le contexte de la pandémie.

44. L'Organisation des Nations Unies a continué d'apporter son soutien aux pays du bassin du lac Tchad en mettant en place des mécanismes permettant de détecter, de poursuivre, de réhabiliter et de réintégrer les individus associés à Boko Haram. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme et le Bureau de lutte contre le terrorisme ont porté leur action sur divers aspects de la détection, des poursuites, de la réhabilitation et de la réintégration dans le bassin du lac Tchad, en coordination avec la Commission du bassin du lac Tchad et l'Union africaine. À ce jour, 260 personnes associées à Boko Haram (dont 45 % de femmes) ont été démobilisées et réintégrées dans la société.

Gouvernance

45. Dans leurs efforts visant à promouvoir la paix et la bonne gouvernance, l'UNOWAS et les équipes de pays des Nations Unies ont : a) renforcé les processus électoraux et participé à l'organisation d'un dialogue politique entre gouvernement et partis d'opposition pour favoriser la stabilité lors des élections législatives, locales et présidentielle au Burkina Faso, au Cameroun, en Guinée, au Mali¹⁰, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria et au Tchad ; b) aidé l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma à lancer son programme de stabilisation en reproduisant l'expérience dans le bassin du lac Tchad en collaboration avec des organismes régionaux tels que la CEDEAO et l'Union africaine ; c) mené la première étude exhaustive sur les armes légères et de petit calibre en collaboration avec la CEDEAO. Au Mali, le plan intégré de soutien à la transition sert de cadre de référence pour la coordination de tous les efforts menés par les organismes des Nations Unies pour appuyer la transition politique et renforcer la résilience, la cohésion sociale et le dialogue de paix dans les régions de Gao, Mopti, Taoudenni et Tombouctou.

46. L'intégration sociale des migrants ouest-africains a été soutenue, conformément au cadre de politique migratoire pour l'Afrique de l'Agenda 2063 de l'Union

¹⁰ Au-delà de cette avancée, la situation au Mali s'est nettement détériorée : les élections législatives du 29 mars et du 19 avril 2020 ont donné lieu à des manifestations massives et se sont soldées le 18 août par un coup d'État qui a vu l'arrestation de l'ancien Président, Ibrahim Boubacar Keïta, de l'ancien Premier Ministre, Boubou Cissé, et de plusieurs responsables civils et militaires. Le Président a démissionné par la suite et annoncé la dissolution du Gouvernement et de l'Assemblée nationale. Les manifestations avaient été provoquées par la décision prise le 30 avril par la Cour constitutionnelle d'annuler les résultats préliminaires des élections législatives de mars et avril pour 31 des 147 sièges, principalement au bénéfice de candidats de la coalition au pouvoir (voir [S/2020/952](#), par. 1 à 3).

africaine, qui préconise l'accès à des informations précises sur la migration de travail, notamment les conditions d'emploi, et l'accès à des conseils juridiques en cas de violation des droits humains. Au Cameroun, en Guinée, au Mali, au Niger, au Nigéria et au Sénégal, l'intervention a renforcé la capacité des médias à fournir une description précise des expériences des migrants et à cibler la couverture sur les risques rencontrés par les migrants, encourageant ainsi un débat public fondé sur des éléments objectifs pour changer les regards sur la migration.

47. En ce qui concerne la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation, un projet dirigé par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a permis d'aider environ 8 000 élèves au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal en renforçant les capacités des enseignants en matière de pédagogie transformatrice, qui englobe programme d'enseignement, environnement scolaire et communautés. Les enseignants ont ainsi pu créer des espaces de dialogue social sûrs et favoriser l'empathie, le respect d'autrui et le pluralisme en utilisant des approches centrées sur l'enfant. Au Niger, l'Organisation des Nations Unies a contribué à la scolarisation et au maintien à l'école d'environ 10 % des élèves et a directement soutenu la réouverture en toute sécurité de 3 042 écoles (15 %) pour 454 869 élèves. Les effets de cette action rejaillissent sur le partenariat entre l'école et la société dans son ensemble, les enfants contribuant à la paix et à la cohésion sociale.

48. Afin de renforcer les capacités de la CEDEAO en matière de planification stratégique à long terme, de formulation et de mise en œuvre de programmes, la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et le PNUD ont procédé à l'évaluation du programme Vision 2020 de la Communauté. La formulation de la nouvelle vision prospective à long terme de la région (horizon 2050), qui met fortement l'accent sur la gouvernance, la sécurité, le leadership, l'intégration régionale, la croissance inclusive et la cohésion sociale, est en cours. Ce travail de planification sera crucial pour la prospérité de la région au cours des 30 prochaines années.

49. Dans le cadre du programme régional conjoint d'appui à la mise en œuvre des activités de coopération transfrontalière dans la région du Liptako-Gourma, la CEA et le PNUD ont contribué à l'évaluation des capacités de l'Autorité de développement intégré de la région du Liptako-Gourma et au renforcement de ses capacités institutionnelles et de ses réformes en matière de gestion transfrontalière au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

50. L'appui apporté par le PNUD à la Facilité de stabilisation régionale du bassin du lac Tchad a permis d'assurer une solide collaboration avec la Force multinationale mixte, notamment par la création d'une cellule de coopération civilo-militaire conjointe entre la Commission du bassin du lac Tchad et la Force multinationale mixte, afin d'assurer un contrôle civil stratégique sur les activités civilo-militaires de la Force.

51. En 2020, malgré les contraintes, la Facilité de stabilisation régionale a institutionnalisé les structures de gouvernance et de coordination requises pour la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation de la Commission du bassin du lac Tchad. La Facilité s'est avérée indispensable pour aider les autorités locales des territoires touchés à renforcer le contrat social et à établir la confiance entre pouvoirs publics et populations. Elle a également amélioré l'accès à la justice en soutenant les tribunaux et rétabli la gouvernance locale. En outre, elle a soutenu l'exécution de plus de 1 800 projets d'infrastructure (conduites d'eau, magasins, étals de marché, logements) et ouvert de nouvelles voies pour le commerce transfrontalier, ce qui a amélioré les moyens de subsistance des populations. En Gambie, l'équipe de pays des Nations Unies a prêté son concours à la création de juridictions virtuelles au niveau de la Haute Cour et des tribunaux de première instance afin de faciliter l'accès à la justice et de remédier à l'arriéré judiciaire persistant pendant la pandémie de

COVID-19. En outre, trois centres mobiles d'aide juridique à distance et le bureau d'aide juridique de la prison ont facilité l'accès à des services de médiation et à des services juridiques et sociaux gratuits.

Résilience

52. En ce qui concerne la gestion des écosystèmes et de la biodiversité du bassin du lac Tchad, l'Organisation des Nations Unies et la Commission du bassin du lac Tchad ont répondu conjointement aux besoins liés aux changements climatiques des populations vulnérables du Cameroun, du Niger, du Nigéria et du Tchad. Les activités génératrices de revenus issues de l'économie verte et la restauration de l'écosystème dégradé ont bénéficié à plus de 30 000 résidents au Niger, atténuant ainsi les effets socio-économiques de la pandémie de COVID-19. Au Nigéria, la réserve de biosphère d'Hadejia-Nguru-Bade a été désignée site d'interaction entre société et écologie, notamment pour la prévention des conflits et la gestion durable de la biodiversité. Les démarches visant à faire inscrire le bassin du lac Tchad au patrimoine naturel mondial se sont poursuivies avec la validation de 12 études scientifiques et le renforcement des capacités de plus de 50 000 bénéficiaires dans les domaines de l'hydrologie et de la gestion pacifique du bassin du lac Tchad.

53. Les organismes des Nations Unies ont continué à faire en sorte que les services sociaux de base résistent aux chocs et aux tensions liés au climat et aux catastrophes. Les financements apportés par le Fonds Muskoka, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) ont aidé le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Tchad à renforcer les systèmes de santé, à promouvoir la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes, et à améliorer la nutrition et la santé maternelle et néonatale. En conséquence, l'allaitement maternel exclusif, le nombre de soignants et la prévalence de la contraception chez les femmes en âge de procréer ont augmenté. En collaboration avec des partenaires régionaux (CEDEAO, Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel, Commission du bassin du lac Tchad, réseau universitaire Partners Enhancing Resilience for People Exposed to Risks (Periperi U)¹¹, Union africaine), l'OIM, ONU-Femmes, le PNUD, la FAO, le PAM, le FNUAP et l'UNICEF ont contribué à renforcer les capacités de la région en matière de gestion des risques de catastrophes conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) dans sept pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Tchad).

54. Les organismes des Nations Unies ont également mis l'accent sur le renforcement de la résilience dans le contexte de la COVID-19. À cet égard, la coopération avec la Banque mondiale a été axée sur les systèmes de protection sociale adaptatifs aux niveaux national et régional. Un financement de l'Allemagne, du PAM et de l'UNICEF a permis d'aider les gouvernements du Mali, de la Mauritanie et du Niger à lutter contre les effets de la pandémie. Au total, 268 000 ménages (près de 1,8 million de personnes) ont bénéficié de transferts en espèces et de services complémentaires dans les régions les plus vulnérables. Des efforts ont également été déployés pour garantir la poursuite de la vaccination systématique. Environ 1 million d'enfants (âgés de 6 à 59 mois) ont reçu des suppléments de vitamine A, 650 000 enfants et femmes souffrant de malnutrition aiguë modérée ont reçu un traitement et bénéficié d'une prise en charge préventive, et 93 211 enfants supplémentaires souffrant de malnutrition aiguë sévère ont également reçu un traitement. Au Niger,

¹¹ Consortium de 12 universités africaines : plateforme visant à faire avancer l'action universitaire dans le domaine de la réduction des risques et des vulnérabilités en Afrique.

940 887 enfants de moins d'un an (soit 97 % de la cible prévue, à savoir 967 726) ont reçu la première dose de vaccin contre la rougeole avant leur premier anniversaire et 649 646 ont reçu la deuxième dose.

55. Le PAM et l'UNICEF ont renforcé la résilience intégrée face aux changements climatiques par la remise en état des terres au Sahel en ciblant 3 millions de personnes, dont 1,9 million d'enfants issus de communautés vulnérables. Au total, 70 000 hectares de terres ont déjà été remises en état dans l'ensemble du Groupe de cinq pays du Sahel. Au Niger, plus de 19 600 hectares de terres dégradées ont été récupérés par la création d'avoirs productifs.

56. L'accès aux énergies renouvelables est resté un domaine d'intervention de l'Organisation des Nations Unies. Avec le concours de leurs partenaires, l'UNICEF et l'organisation Water Mission ont mis en place un centre technique solaire régional destiné à fournir un soutien technique pour l'installation de systèmes d'eau à énergie solaire au Mali, en Mauritanie et au Niger. En outre, avec le concours de l'UNICEF et du groupe mondial WASH, a été élaborée une classification de la gravité des problèmes d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) permettant d'évaluer systématiquement les besoins et les vulnérabilités dans ce domaine. Le HCR a soutenu l'accès aux énergies renouvelables pour les réfugiés et les déplacés au Burkina Faso et au Niger, y compris l'éclairage des lieux publics pour réduire le risque de violence fondée sur le genre, la distribution de kits de gaz naturel, de lampes solaires et la fourniture d'un soutien pour la restauration des terres et le reboisement.

57. ONU-Femmes a encouragé la participation des femmes aux chaînes de valeur agricoles résistantes face aux changements climatiques au Mali, au Niger, au Nigéria et au Sénégal. Grâce aux femmes Volontaires des Nations Unies et au déploiement de volontaires spécialistes des questions de genre, la capacité des partenaires à soutenir les initiatives en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes a été renforcée.

58. La Coalition mondiale pour l'éducation¹², mobilisée sous le slogan « continuité pédagogique », a cherché à réduire au minimum l'incidence de la fermeture des écoles consécutive aux mesures de prévention prises par les États face à la COVID-19. Les priorités de la Coalition sont d'aider les pays à développer les pratiques pédagogiques à distance, à toucher les enfants et les jeunes les plus à risque, à réduire ainsi les pertes d'apprentissage et à préparer les écoles à une réouverture en toute sécurité. Grâce aux efforts conjoints de plus de 140 membres des Nations Unies, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé, tous les pays du Sahel ont rouvert leurs écoles au début de 2021, alors qu'en juillet 2020, les écoles de plus de six pays du Sahel étaient fermées ou partiellement ouvertes.

Cadre de coordination au Sahel

59. Le Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel – qui a notamment pour mission de coordonner la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et du plan d'appui correspondant – sera appelé à jouer un rôle essentiel à l'avenir. Même si son travail ne fait que commencer, le Coordonnateur spécial contribue déjà à galvaniser les efforts en mettant davantage l'accent sur le développement durable et inclusif et en incitant les interventions des Nations Unies au Sahel destinées à soutenir les institutions et les partenaires œuvrant pour le développement. L'échelle, l'impact et l'appropriation nationale de la stratégie intégrée ont été des éléments clés de l'intervention du Coordonnateur spécial.

¹² Voir <https://fr.unesco.org/covid19/educationresponse/globalcoalition>.

60. Le meilleur moyen d'accélérer la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel réside dans l'appropriation de la stratégie au niveau national par les parties prenantes nationales, avec le soutien des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies. Les plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement¹³ au Tchad (2017-2021), en Mauritanie et au Niger (2019-2021) précisent les priorités de la stratégie intégrée en matière de gouvernance, de paix et de résilience. Au Burkina Faso, au Cameroun, au Niger, au Nigéria et au Tchad, les équipes de pays des Nations Unies renforcent la cohérence entre les activités menées dans les domaines de l'action humanitaire, du développement et de la paix. Le Niger et le Tchad sont les pays pilotes du Comité directeur mixte chargé de promouvoir la collaboration entre les secteurs de l'humanitaire et du développement. Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, où les besoins humanitaires restent importants, l'équipe de pays des Nations Unies met actuellement en œuvre l'approche fondée sur les interactions dans deux municipalités : Mokolo (Mayo-Tsanaga) et Fotokol (Logone-et-Chari).

61. L'Organisation des Nations Unies s'est employée à renforcer la communication autour de son action au Sahel, au moyen notamment des mesures suivantes : a) l'élaboration d'une stratégie de communication ; b) la remise sur pied du site Web de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel ; c) la publication d'un bulletin d'information sur la stratégie intégrée ; d) la création de comptes sur les réseaux sociaux.

62. Pour obtenir des résultats concrets, le Bureau de la coordination des activités de développement des Nations Unies a fait participer activement les coordonnateurs résidents à la mise en œuvre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, notamment par l'intermédiaire de son équipe régionale pour l'Afrique qui travaille avec le nouveau Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel à intégrer systématiquement la stratégie intégrée et le plan d'appui correspondant dans les grands documents de programme des équipes de pays des Nations Unies, tels que les plans-cadres de coopération des Nations Unies. Une enquête « QQQQP » (qui, quoi, où, quand et pour qui) sur l'intervention menée jusqu'à présent par l'Organisation des Nations Unies au Sahel et une évaluation rapide ont été lancées avec la coopération active des bureaux régionaux des Nations Unies et des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies.

63. En novembre 2020, la Vice-Secrétaire générale a effectué une mission de solidarité en Afrique de l'Ouest et notamment au Sahel afin de réfléchir, en consultation avec les gouvernements et les organisations de la société civile, aux moyens de mobiliser un soutien dans les zones jugées essentielles pour reconstruire en mieux après la pandémie de COVID-19 et atteindre les objectifs de développement durable. La mission était axée sur les grands domaines d'action suivants : a) le financement du développement ; b) l'innovation et la technologie au service de l'inclusion sociale ; c) la sécurité alimentaire et la transformation des systèmes alimentaires ; d) le renforcement de la confiance pour établir ou pérenniser des institutions fortes, justes et efficaces. La Vice-Secrétaire générale s'est rendue dans cinq pays (Ghana, Mali, Niger, Nigéria et Sierra Leone) et a profité de cette occasion pour souligner la participation et le leadership des femmes dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement et pour saluer l'action des organismes des Nations Unies sur le terrain.

¹³ À partir de juin 2019, les pays énumérés sont passés des plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement aux plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

Perspectives pour les travaux futurs

64. L'Organisation des Nations Unies continue de renforcer les partenariats avec les institutions régionales (Groupe de cinq pays du Sahel, Alliance pour le Sahel, CEDEAO, etc.), avec les institutions financières internationales ainsi qu'avec les plateformes et initiatives mondiales.

65. Un accord tripartite a été signé entre le PAM, la FAO, le Fonds international de développement agricole et le secrétariat permanent du Groupe de cinq pays du Sahel afin d'améliorer les débouchés économiques et les moyens de subsistance des producteurs ruraux en mettant l'accent sur les femmes, les jeunes et les éleveurs transhumants.

66. Le 15 février 2021, à l'Assemblée générale de l'Alliance pour le Sahel et au sommet des chefs d'État du Groupe de cinq pays du Sahel, les représentants ont constaté que le travail de stabilisation du PNUD était indispensable pour ancrer les renforts civils au Sahel et souligné qu'il était nécessaire d'adopter une approche intégrant sécurité, stabilisation et réponse en matière de développement.

67. Dans le souci de consolider et d'intensifier les efforts conjoints, trois offres ont été faites dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel concernant : a) les énergies renouvelables (pour réaliser une croissance socio-économique durable et réduire la pauvreté grâce à un accès accru à une énergie propre et abordable) ; b) la gouvernance (pour stabiliser les foyers de crise, promouvoir une croissance inclusive dans les zones hors crise et soutenir les transformations aux niveaux local, national et régional) ; c) la résilience climatique et l'agriculture durable (pour transformer les moyens de subsistance et les économies tout en assurant la sécurité alimentaire et en améliorant la nutrition). Ces offres regroupent l'expertise des Nations Unies, correspondent au plan d'appui et aux priorités régionales et nécessitent un financement pour leur mise en œuvre.

68. On ne saurait trop insister sur l'importance de l'analyse prédictive pour améliorer le travail de l'Organisation des Nations Unies au Sahel. Une initiative d'analyse prédictive est en cours d'expérimentation au Sahel, axée sur la corrélation entre les déplacements, les risques climatiques, l'insécurité alimentaire, l'augmentation de la violence et les menaces pesant sur les moyens de subsistance. L'Organisation prévoit en outre de s'associer à des institutions nationales et à des universitaires de renommée mondiale pour mettre au point une plateforme coordonnée d'analyse des données à cette fin.

69. Il faut transformer le discours sur le Sahel pour souligner qu'au-delà des difficultés, la région regorge également de possibilités. À cette fin, il faudra travailler avec les Sahéliens, les médias et les partenaires à l'intérieur comme à l'extérieur du Sahel afin d'influencer la formation de ce discours. Si l'on œuvre ensemble à mettre en valeur les richesses de la région, les expériences réussies et le résultat des actions collectives, on pourra faire apparaître une meilleure image du Sahel. La mise en place du Comité directeur sur le changement du discours autour du Sahel contribuera à cette action, qui sera axée sur les domaines suivants : a) une économie en pleine croissance et une agriculture en plein essor ; b) un environnement riche en ressources et une terre d'innovation ; c) un patrimoine culturel solide et une jeunesse dynamique.

C. Recommandations

70. Compte tenu de la situation au Sahel, il est plus que jamais impératif d'accélérer la mise en œuvre d'un appui intégré, cohérent et coordonné à la région. Le Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel contribuera à assurer le repositionnement de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel et le Sahel

sur la scène mondiale – en mettant l’accent sur le développement durable – afin de faciliter les mesures recommandées suivantes :

a) Les organismes des Nations Unies sont déterminés à accélérer collectivement les investissements, à intensifier les programmes clefs et à mettre en valeur les résultats visibles ;

b) Les possibilités offertes par le dividende démographique de plus de 150 millions de jeunes de moins de 25 ans au Sahel devraient être mises à profit dans le cadre des efforts faits en matière de développement durable pour créer des moyens de subsistance et aider à maintenir la paix pendant la décennie d’action ;

c) L’année 2020 a marqué le vingtième anniversaire de l’adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Un changement radical est nécessaire pour garantir une participation significative des femmes aux processus de paix, leur accès à des ressources spéciales en faveur de l’égalité des genres et une assistance directe aux organisations de femmes. L’inclusion, la représentation et la participation effectives des femmes sont cruciales pour la paix et la stabilisation au Sahel ;

d) Conformément aux recommandations issues du sommet des chefs d’État du Groupe de cinq pays du Sahel et de l’Assemblée générale de l’Alliance pour le Sahel en février 2021, sur la nécessité d’adopter une approche intégrant sécurité, stabilisation et réponse en matière de développement, l’Organisation des Nations Unies, les États Membres et les partenaires devraient déployer des « renforts civils » afin de renforcer les structures de stabilisation dans toutes les régions du Sahel touchées par un conflit ;

e) Une coordination étroite, un financement et l’établissement de liens entre développement socio-économique, sécurité et action humanitaire sont essentiels pour atténuer les conséquences multisectorielles de la pandémie de COVID-19 et assurer une réponse cohérente et efficace en matière de relèvement.